

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DE CHAUFFAGE DES BORDS DU CHER

1 Promenade de Florence
37000 TOURS

Références : 2023/60 - FI
Code AIOT : 0010000729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2023 dans l'établissement SOCIETE DE CHAUFFAGE DES BORDS DU CHER implanté 1 Promenade de Florence 37000 TOURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE CHAUFFAGE DES BORDS DU CHER
- 1 Promenade de Florence 37000 TOURS
- Code AIOT : 0010000729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées par la société de chauffage des bords du Cher sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/07/2012.

La principale rubrique de l'établissement est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion d'une puissance thermique supérieure à 50MW (67,06 MW).

Les installations de combustion sont réparties comme suit :

- Chaufferie (44,66 MW) : 2 chaudières gaz de 17 MW, 1 chaudière mixte gaz/FOD de 10,66 MW (chaudière 1)
- Cogénération (22,4 MW) : 4 moteurs de 5,6 MW (M1, M2, M3 et M4).

La chaufferie produit de la chaleur (eau chaude). Elle n'est sollicitée qu'en appoint de l'installation DALKIA BIOMASSE TOURS (DBT) et apporte le complément de production nécessaire pour alimenter les réseaux de chaleur des Rives du Cher et l'ancien réseau du SANITAS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques: surveillance en continu
- Suites des constats non levés de la visite précédente

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'activité principale relevant de la directive IED de l'établissement DALKIA SCBC, classée à autorisation sous la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est associée au document de référence européen « Grandes installations de

combustion » (document BREF LCP).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du document BREF LCP ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2017.

Conformément à l'article R.515-70 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les MTD relative à la rubrique « 3000 » principale de l'établissement :

- les conditions d'autorisation de cet établissement doivent être réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du Code de l'Environnement et
- cet établissement doit respecter les conditions d'autorisation actualisées.

Le dossier de réexamen des conditions d'exploiter et le rapport de base relatifs à cet établissement, établis par l'exploitant, ont été reçus à la DREAL Centre-Val de Loire le 14/02/2019.

L'instruction de ce dossier est en cours au sein de la DREAL Centre-Val de Loire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Application procédures QAL et AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	/	Sans objet
2	Assurance qualité des AMS - QAL1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	/	Sans objet
3	Assurance qualité des AMS - QAL2	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	/	Sans objet
4	Assurance qualité des AMS - QAL3 et AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	/	Sans objet
5	Assurance qualité des appareils de mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I	/	Sans objet
6	NC2 - VI du 22/10/2018 - Valeurs limites d'émission - rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 4.3.11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Fréquence d'analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 9.2.2.1	/	Sans objet
8	NC8 - VI du 22/10/2018 - Désenfumage	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Demande 2 - VI du 22/10/2018 - Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application procédures QAL et AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rejets atmosphériques - Application procédures QAL et AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p> [...]
Constats : L'exploitant doit justifier pourquoi il n'a pas fait réaliser le test annuel de surveillance (AST) à une fréquence annuelle. L'exploitant n'applique pas la procédure d'assurance qualité QAL3.
Observations : La vérification a été réalisée pour l'appareil de mesure en continu dédié aux 3 chaudières. <p>QAL1 : L'exploitant a présenté le certificat QAL1, daté du 24/02/2014, de l'appareil de mesure en continu de marque SIEMENS et de référence ULTRAMAT 23.</p> <p>QAL2 (fréquence quinquennale pour les installations de combustion) : Le QAL2 a été réalisé du 22 au 25/10/2018 (rapport du 02/05/2019). L'exploitant a indiqué que le prochain QAL2 sera réalisé en 2023. L'exploitant veillera à faire réaliser le QAL2 en 2023 afin de respecter la fréquence de réalisation de cette procédure qualité.</p> <p>AST (fréquence annuelle entre 2 QAL2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaudière n°1 : AST réalisée en fin d'année 2019 selon l'exploitant (le rapport n'a pas pu être vérifié en séance). L'exploitant a indiqué que l'AST n'a pas été réalisé en 2020 sur cette chaudière car celle-ci était HS lors de l'intervention du laboratoire d'analyses. L'exploitant a indiqué que, malgré des relances de sa part, le laboratoire d'analyses n'a pas pu intervenir au cours de l'année 2021 du fait de la crise COVID. L'AST a été réalisée le 17/03/2022 (rapport du 13/04/2022). Fréquence annuelle non respectée. • Chaudières n°2 et 3 : AST réalisée en fin d'année 2019 selon l'exploitant (le rapport n'a pas pu être vérifié en séance). AST réalisée le 15/12/2020 (rapport du 29/01/2021). L'exploitant a indiqué que, malgré des relances de sa part, le laboratoire d'analyses n'a pas pu intervenir au cours de l'année 2021 du fait de la crise COVID. L'exploitant a indiqué que l'AST a été réalisée en 2022, mais le rapport n'a pas pu être consulté en séance. Fréquence annuelle non respectée. <p>QAL3 : Indiquée comme « En cours de mise en place » dans le rapport QAL2 et comme « non mise en place » dans les derniers rapports AST. L'exploitant a indiqué qu'il ne réalise pas la procédure QAL3 et précise que cette prescription n'était pas identifiée. Il a indiqué qu'elle sera mise en place.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Assurance qualité des AMS - QAL1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rejets atmosphériques - Assurance qualité des AMS - QAL1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL2 et QAL3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant doit justifier que les appareils et équipements participant à la surveillance en continu correspondent à ceux certifiés par le QAL1.</p> <p>Le convertisseur de NO₂ en NO n'est pas inclus dans le certificat QAL1.</p> <p>L'exploitant doit justifier que les paramètres périphériques (température, pression et vapeur d'eau) sont mesurés à l'aide de capteurs indépendants du système automatique de mesurage et que ces capteurs font l'objet d'un étalonnage selon la périodicité déterminée par leur fabricant.</p> <p>L'exploitant doit justifier que la plage de mesure supplémentaire est conforme pour l'ensemble des paramètres devant être surveillés en continu.</p> <p>L'incertitude élargie n'est pas conforme pour le CO.</p> <p>Observations : Le certificat QAL1 (référence: Sira MC040033/05 du 24 février 2014) présenté pour le système automatique de mesurage ULTRAMAT 23 comprend une sonde de prélèvement (M&C SP 2000 HR), un filtre chauffé intégré à la sonde de prélèvement (S-2K-150), une ligne chauffée (H-SO 2615, longueur 16m), un conditionneur de gaz (M&C/Siemens 7MB1993) et l'analyseur ULTRAMAT 23.</p> <p>Il a été constaté sur place la présence d'une sonde de prélèvement de type SP 210-H, d'un appareil M&C Gaskhüler EC®M B 17026283/2084085-30 et de l'analyseur ULTRAMAT 23.</p> <p>La présence de la ligne chauffée, mentionnée dans le QAL1, n'a pas été identifiée.</p> <p>Les paramètres certifiés par le QAL1 sont : SO₂ (non obligatoire), NO, CO et O₂.</p> <p>Pour les oxydes d'azote, la surveillance en continu est à réaliser sur le paramètre NO_x (NO + NO₂). Etant donné que le paramètre NO_x n'est pas certifié par le QAL1, le convertisseur de NO₂ en NO doit faire partie des équipements certifiés par le QAL1, or ce n'est pas le cas.</p> <p>Les paramètres périphériques suivants ne sont pas certifiés par le QAL1 : température, pression et vapeur d'eau. La mesure de ces paramètres à l'aide de capteurs indépendants du système automatique de mesurage et leur étalonnage périodique doivent être justifiés.</p> <p>Étendue de mesure certifiée : conforme, elle est bien inférieure à 2,5 fois la VLE pour les paramètres devant être surveillés en continu.</p> <p>Plage de mesure supplémentaire (Supplementary measuring range) : Cette plage n'est pas clairement mentionnée dans le certificat QAL1. Elle doit être supérieure à deux fois la limite supérieure de l'étendue de mesure certifiée.</p> <p>Incertitude élargie : conforme pour NO, non-conforme pour CO (7,9%) par rapport à la NF EN15267-3 qui indique que l'incertitude doit être inférieure à 7,5%.</p> <p>Pour information : Au vu des dispositions de cet article et de la norme NF EN 14181 (annexe H.2), il est admis que, si le système automatique de mesurage ne dispose pas d'un QAL1, ce système peut être maintenu en service si les procédures QAL2, QAL3 et AST sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Assurance qualité des AMS - QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rejets atmosphériques - Assurance qualité des AMS - QAL2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL2 [...]
Constats : L'exploitant doit justifier que la droite d'étalonnage des NOx pour la chaudière n°2, déterminée lors du QAL2, est saisie dans le dispositif d'acquisition et de traitement des données.
Observations : QAL2 réalisé du 22 au 25/10/2018 pour les chaudières (CH) 1, 2 et 3 : Le rapport indique qu'il n'y a pas d'écarts constatés. Le QAL2 indique : <ul style="list-style-type: none"> • que les paramètres faisant l'objet de cette procédure sont : CO, NOx et O₂ (SO₂ n'apparaît pas mais son suivi en continu n'est pas obligatoire) ; • que la ligne pour chaque chaudière est « Non chauffée » alors que le QAL1 mentionne que la ligne est chauffée (voir point de contrôle n°2 du présent rapport) ; • La présence d'un convertisseur de NO₂ en NO, (voir point de contrôle n°2 du présent rapport) ; Nombre de prélèvements : CH1 : 15 ; CH2 :16 ; CH3 : 15 ; OK Justification de l'exclusion de deux couples de mesure pour CH2 : OK La droite d'étalonnage des NOx pour CH2 est : $y=0,81x + 4,35$; $R^2=0,93$. L'exploitant a indiqué qu'il lui est nécessaire de faire appel à son sous-traitant pour pouvoir vérifier l'intégration des droites d'étalonnage dans le dispositif d'acquisition et de traitement des données. Ce point n'a pas pu être vérifié en séance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Assurance qualité des AMS - QAL3 et AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rejets atmosphériques - Assurance qualité des AMS - QAL3 et AST
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL3 et AST.</p> [...]
Constats : La procédure QAL3 n'est pas mise en place.
Observations : QAL3 : L'exploitant a indiqué qu'il ne réalise pas la procédure QAL3 qui consiste à la vérification périodique de la dérive des appareils dans le temps. Pour information : Le point 7.5.2 de la norme NF EN 14181 prévoit une fréquence minimale entre deux applications des matériaux de référence qui correspond à l'intervalle de maintenance déterminé lors des tests de certification et indiqué dans le certificat QAL1 : le QAL1 du système automatique de mesurage ULTRAMAT 23 mentionne un intervalle d'entretien de 4 semaines. La méthode de réalisation de la procédure QAL3 doit être déterminée par l'exploitant. Cette méthode doit décrire les matériels et matériaux de référence utilisés, la périodicité des mesurages, les règles de décision en vue d'une maintenance ou d'un ajustage, les actions à mener en cas de dérive des mesures, la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence et un autre. AST : Le dernier AST des chaudières indique que : <ul style="list-style-type: none"> • les paramètres faisant l'objet des AST réalisés sont : CO, NOx et O₂ (SO₂ n'apparaît pas, mais il n'est pas obligatoire) ; • la conclusion sur la validité des droites d'étalonnage et du test de variabilité est conforme ; • un test opérationnel a été réalisé ; • le nombre de mesure pour chacun des paramètres est de 6. Ce point n'appelle pas de commentaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Assurance qualité des appareils de mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Assurance qualité des appareils de mesure en continu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. [...]
Constats : Au vu des écarts relevés dans les points de contrôle précédents, les appareils de mesure en continu ne sont pas exploités selon les normes mentionnées à l'article 31 de l'AM du 03/08/2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 4.3.11																					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets acqueux																					
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)</p>																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Hydrocarbures</td><td>10</td></tr> <tr> <td>Phénols</td><td>0.1</td></tr> <tr> <td>Métaux</td><td>15</td></tr> <tr> <td>Chlorures</td><td>5</td></tr> <tr> <td>Azote global</td><td>30</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>10</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>100</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>300</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>100</td></tr> </tbody> </table>		Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Hydrocarbures	10	Phénols	0.1	Métaux	15	Chlorures	5	Azote global	30	Phosphore total	10	MES	100	DCO	300	DBO5	100
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)																				
Hydrocarbures	10																				
Phénols	0.1																				
Métaux	15																				
Chlorures	5																				
Azote global	30																				
Phosphore total	10																				
MES	100																				
DCO	300																				
DBO5	100																				
<p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>																					
<p>Constats : Les rejets en chlorures (12 mg/l) dans les eaux pluviales sont supérieurs à la valeur limite d'émission (5 mg/l).</p>																					
<p>Observations : NC2 VI 22/10/2018 : Les rejets aqueux en chlorures (7,7 mg/l) des eaux pluviales sont supérieurs à la valeur limite (5 mg/l).</p> <p>Constats au 04/01/2023 : Prélèvement du 08/06/2021 : Chlorures 12 mg/l pour une VLE à 5 mg/l, non-conforme car supérieur à 2 fois la VLE. Ok pour les autres paramètres.</p> <p>Le respect de la périodicité de la surveillance fait l'objet du point de contrôle suivant.</p>																					
Type de suites proposées : Susceptible de suites																					
Proposition de suites : Sans objet																					

N° 7 : Fréquence d'analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets acqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, sous sa responsabilité et à ses frais, une fois par an, une mesure des polluants visés à l'article 4.3.9 et à l'article 4.3.11. Les analyses sont réalisées selon les normes en vigueur.
Constats : L'exploitant doit justifier qu'il a réalisé une analyse des eaux pluviales au cours de l'année 2022.
Observations : L'exploitant a transmis par mail du 19/12/2022 le rapport relatif à l'analyse des eaux pluviales : analyse réalisée le 08/06/2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56-II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée : [...] Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats : Un des 4 lanterneaux participant au désenfumage du local chaufferie ne s'est pas ouvert lorsque la commande d'ouverture a été actionnée. L'exploitant doit s'assurer que l'ouverture de ces lanterneaux puisse être réalisée en toutes circonstances, notamment en cas de coupure de l'alimentation électrique. L'exploitant doit préciser quelle est la surface utile du système de désenfumage et justifier qu'elle est suffisante au vu des risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Observations : NC8 VI 22/10/2018 : Ouverture manuelle des ventaux inefficace pour 4 ventaux sur 5 et absence de vérification annuelle du système de désenfumage de la chaufferie.</p> <p>Constats au 04/01/2023 : Les éléments mentionnés dans le cahier de chaufferie montrent que la vérification du fonctionnement de ces matériels a été réalisée le 01/09/2021 et le 08/06/2022 et n'a pas fait l'objet de commentaire. L'exploitant a indiqué que seul 4 lanterneaux sur 5 participent au désenfumage du local chaufferie. Le 5°, situé coté Ouest du bâtiment, étant uniquement un accès en toiture et n'est pas équipé d'un dispositif permettant son ouverture en cas d'incendie.</p> <p>L'ouverture des lanterneaux participant au désenfumage du local chaufferie est actionnée à l'aide de moteurs électriques, via une commande manuelle intégrée au tableau électrique situé à proximité immédiate de l'accès Ouest. L'exploitant doit s'assurer que l'ouverture de ces lanterneaux puisse être réalisée en toutes circonstances, notamment en cas de coupure de l'alimentation électrique.</p> <p>Un test de fonctionnement a été réalisé : le lanterneau situé le plus à l'Est ne s'est pas ouvert.</p> <p>L'exploitant doit préciser quelle est la surface utile du système de désenfumage et justifier qu'elle est suffisante au vu des risques particuliers de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2012, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Point abandonné.
<p>Observations : Demande 2 VI 22/10/2018 :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'incident relatif aux fuites du réseau d'eau chaude, précisant notamment les circonstances et les causes des fuites, les effets sur l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter des incidents similaires, conformément à l'article 2.5.1 de l'AP du 06/07/2012.</p> <p>Constats au 04/01/2023 :</p> <p>L'exploitant a précisé que les fuites évoquées lors de la visite précédente sont celles ayant eu lieu sur le réseau de distribution d'eau chaude en dehors du périmètre de l'établissement. Des recherches ont été réalisées afin de localiser ces fuites et elles ont fait l'objet de réparations.</p> <p>Ce point est abandonné du fait que ces fuites ont eu lieu en dehors du périmètre de l'établissement visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet